

N° 107/AL

L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES

- Direction d'Afrique Levant -

a/s : L'Afrique du Sud et les
Jeux Olympiques de Mexico.-

Dans ce pays où le sport tient une place hors de pair, il était naturel que la question de savoir si l'Afrique du Sud serait en définitive admise à prendre part aux Jeux Olympiques de Mexico occupât les esprits d'une manière qui, partout ailleurs, serait jugée excessives. C'est avec passion que non seulement les milieux intéressés mais encore la nation tout entière ont suivi le dur chemin qui, de l'échec subi à Tokyo, a conduit l'Afrique du Sud à sa participation, conditionnelle il est vrai, aux rencontres de Mexico, en passant par les tractations entre le Comité Olympique International et le comité national, puis l'enquête du premier dans le pays de l'apartheid et les interventions du second auprès du gouvernement de Prétoria.

Cette enquête avait été menée il y a quelques mois par trois personnes fort différentes : un Irlandais, Lord Killanin, assisté de Sir Ade Ademola, ancien "Chief Justice" du Nigéria et Mrs. Alexander, du Kenya. Ils se sont de toute évidence acquittés de leur tâche en esprits non prévenus et avec sérieux. Ils ont parcouru le pays et interrogé les diverses fédérations sportives, tant blanches que de couleur. Pour leur part, les autorités paraissent

COMMUNIQUE :- DIRECTION POLITIQUE
- LONDRES
- ADDIS ABEBA
- DAKAR
- NAIROBI
- MEXICO
- SALISBURY

- LUANDA
- LUSAKA
- BLANTYRE
- LOURENCO MARQUES
- TANANARIVE
- TANANARIVE (CSFFOI).

.../...

...

avoir mis tout en oeuvre pour que leurs investigations fussent complètes, leurs demandes d'informations satisfaites, leurs visites bienvenues. Ils ont su déjouer les manoeuvres des journalistes et, tout en répondant à leurs questions, ils se sont gardés de révéler la teneur de leurs constatations et le sens de leurs recommandations avant que le Comité International en eût connaissance.

Si leur rapport a été déterminant dans l'évolution de l'affaire, on ne saurait négliger le rôle de trois autres protagonistes : le Premier Ministre d'Afrique du Sud, le Président du Comité Olympique International et celui du Comité Olympique national. Ce dernier, M. Braun, s'est dépensé sans compter pour plaider la cause du sport sud-africain ; d'une part il s'est rendu plusieurs fois à l'étranger en vue de convaincre les organisations internationales et, d'autre part, il s'est employé à mitiger l'intransigeance des autorités sud-africaines. Ses efforts ont été d'autant plus méritoires que des réfugiés politiques avaient formé hors des frontières un comité rival dont la raison d'être et l'objectif étaient exactement contraires à l'action de M. Braun.

Quant à M. Brundage, dont la France a pu mesurer aux Jeux Olympiques de Grenoble la rigueur des principes et le dévouement à la mémoire du Baron de Coubertin, il a d'emblée traité la question de l'invitation sud-africaine à Mexico en dehors de toute préoccupation politique. Il s'est borné à examiner les moyens d'assurer la participation de tous les athlètes, qu'ils fussent blancs ou de couleur, d'une nation qui en compte parmi les meilleurs au monde.

Mais l'admission de l'Afrique du Sud à Mexico, fût-ce par la petite porte, n'aurait pas été possible sans la compréhension dont a fait preuve le Premier Ministre. Son prédécesseur s'étant refusé à composer avec le Comité International, il n'était pas facile à M. Vorster de faire abstraction d'une telle prise de position. Dans plusieurs déclarations, dont l'ambiguïté soulignait son embarras, il a maintenu formellement le principe de la ségrégation

.../...

...

en ce qui concerne l'organisation du sport et des compétitions à l'intérieur du pays. Mais, témoignant comme à d'autres occasions de son esprit pratique, il a accepté certaines dérogations lorsqu'il s'agit de réunions à l'étranger.

+
+ +

S'ajoutant à l'enquête des trois délégués et à l'action du comité sud-africain, ces concessions ont permis au Comité International de justifier la participation de l'Afrique du Sud aux Jeux de Mexico. Toutefois, M. Brundage a posé plusieurs conditions auxquelles le pays de l'apartheid devra se soumettre et dont l'exécution sera étroitement surveillée. Au surplus, la position de l'Afrique du Sud sera examinée de nouveau avant la réunion de Munich qui suivra en 1972 celle de Mexico.

Les injonctions du Comité International prévoient que les équipes sud-africaines envoyées à Mexico comprendront des athlètes blancs aussi bien que de couleur ; ceux-ci devront voyager de concert, loger ensemble, porter le même uniforme et disputer les épreuves en commun. Ils seront choisis sans tenir compte de leur race.

Quelqu'étendues que soient les concessions des autorités sud-africaines et dures les exigences du Comité International, le compromis ménagé par M. Brundage est loin d'avoir satisfait les Etats africains, voire asiatiques et communistes. Plusieurs des premiers ont déjà fait savoir qu'ils ne prendraient pas part aux Jeux de Mexico aux côtés de l'Afrique du Sud. L'Organisation interafricaine du sport a recommandé à ses membres de boycotter la manifestation. Les ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine réunis à Addis Abeba se proposent de prendre une résolution dans le même sens.

De son côté, M. Brundage s'en tient à sa décision et déclare qu'en tout état de cause les Jeux Olympiques

.../...

...

se tiendront à la date prévue. Il fait remarquer à juste titre que le boycott empêcherait les athlètes sud-africains de couleur de se mesurer avec leurs adversaires du monde entier, alors que, comme l'a souligné le président du Comité Olympique sud-africain, une telle perspective a soulevé l'enthousiasme de toutes les organisations non blanches du pays.

Pour leur part, les autorités ont conservé jusqu'à présent un silence prudent. Certains prétendent que l'agitation des Etats afro-asiatiques pourrait les amener à déconseiller l'envoi d'équipes nationales à Mexico. S'il en était ainsi, une telle défection ne serait pas conforme à l'attitude que Prétoria a adoptée dans des circonstances analogues. Depuis plusieurs années - qu'il s'agisse des Nations Unies, des institutions spécialisées, de la Cour de la Haye... - l'Afrique du Sud s'est efforcée de relever les défis lancés par ses détracteurs, de négliger leurs insultes et leurs menaces, de leur opposer la réalité des faits et la justesse de ses arguments. Le gouvernement que préside M. Vorster ne manque pas lui aussi d'esprit sportif./.